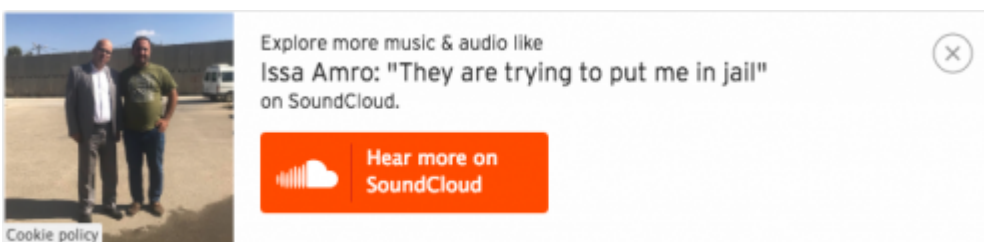




Issa Amro: « Ils essaient de me mettre en prison »

## Description

Nora Barrows-Friedman • Electronic Intifada podcast • 21 novembre 2017



Sur un podcast de lâ?? Electronic Intifada : une nouvelle loi interdirait le soutien financier amÃ©ricain Ã la torture dâ??enfants palestiniens prisonniers des IsraÃ©liens ; le dÃ©fenseur des droits humains Issa Amro explique ce quâ??est Ãatre en procÃ©s dans un tribunal militaire israÃ©lien.

Un projet de loi prÃ©sentÃ© au CongrÃ©s des Ãtats-Unis interdirait le soutien financier aux abus contre les enfants palestiniens, pratiquÃ©s par lâ??armÃ©e israÃ©lienne.

La loi pour la promotion des droits humains, avec lâ??arrÃ©t de la dÃ©tention militaire dâ??enfants palestiniens, est la premiÃ¨re jamais prÃ©sentÃ©e donnant la prioritÃ© aux droits humains des enfants palestiniens comme condition au soutien des Ãtats Unis, selon des militants.

Le projet de loi, prÃ©sentÃ© par Betty McCollum, la reprÃ©sentante du Minnesota le 14 novembre, exigerait que le SecrÃ©taire dâ??Ãtat certifie chaque annÃ©e quâ??aucun des fonds accordÃ©s par les Ãtats-Unis Ã IsraÃ©l nâ??aura ÃtÃ© utilisÃ© pour Ã soutenir la dÃ©tention militaire, les interrogatoires, les abus ou mauvais traitements dâ??enfants palestiniens Ã.

Ce projet de loi est un « tournant décisif » a dit au Podcast de l'Electronic Intifada Brad Parker, un avocat de Défense des Enfants International-Palestine.

C'est un moment crucial pour que les militants s'engagent « dans un débat important sur les droits » avec leurs représentants. Plus, a ajouté Jennifer Bing, qui défend les droits des enfants palestiniens à la direction du programme pour le Moyen Orient du Comité American Friends Service.

Ces groupes conduisent la campagne Pas une Façon de Traiter un Enfant, qui vise à faire cesser la détention militaire et les abus pratiqués par Israël sur près de 700 enfants chaque année.

Bing a dit que lors d'une réunion à Capitol Hill, un membre du Congrès feuilletait le texte du projet de loi « pour essayer d'y trouver quelque chose qui motiverait une objection » ; qu'il n'a cessé de chercher et n'a rien pu trouver ».

Le fait que ce projet ait été rédigé sans échappatoire possible, signe sa réussite, a ajouté Bing, « il est irréfutable ».

Bing a dit qu'alors que la présentation du projet de loi est un moment historique, des enfants palestiniens subissent toujours des arrestations au cours d'attaques nocturnes et qu'ils sont arrêtés, violés et torturés quotidiennement, tout en étant ignorés des médias du pouvoir. « Tandis que nous saluons un changement qui s'annonce, la situation est catastrophique » a-t-elle expliqué.

### **Ils essaient de me mettre en prison**

« Ils essaient de me mettre en prison parce que j'exerce une résistance non-violente à l'occupation » a dit au Podcast de l'Electronic Intifada Issa Amro, le défenseur des droits humains.

Amro est le fondateur et directeur de Youth Against Settlements (Jeunes Contre les Colonies), un groupe militant à Hébron en Cisjordanie.

« Ils veulent me faire taire, ils veulent que je ne fasse rien pour aider ma communauté ou à lever la conscience au sein de la communauté internationale sur l'apartheid, la discrimination, la ségrégation à Hébron et dans toute la Palestine » a dit Amro.

Il exprimait il y a juste quelques jours après son premier procès dans un tribunal militaire israélien, inculpé pour ses activités contestataires datant de l'année 2010.

<https://twitter.com/Issaamro/status/924627605629947905>

Amro est depuis des années sur la ligne de front de la défense non violente de ses voisins contre des colons israéliens armés et violents et contre des soldats qui poursuivent la colonisation de Hébron.

Youth Against Settlements a organisé des manifestations régulières, dont les campagnes annuelles pour la réouverture de la rue Shouada (Open Shuhada Street), qui ont mobilisé contre la fermeture aux Palestiniens de sections entières de la ville depuis 1994, lorsque 29 Palestiniens ont

À t-ils massacrés pendant la prière, par Baruch Goldstein, un colon nazi aux États Unis.

L'armée israélienne a formulé 18 chefs d'accusation contre Amro pour sa participation à des manifestations contre le contrat par Israël et sa politique de ségrégation.

Amro a expliqué que dans la salle du tribunal militaire, lors du premier procès du 5 novembre, les procureurs ont avancé qu'Amro avait manifesté aux cris de « 1, 2, 3, 4, non à l'occupation » ce qui est interdit selon les ordres de l'armée israélienne.

Farid al-Atrash, un avocat de Bethlem, est également jugé avec lui pour avoir participé aux manifestations de 2016 pour l'ouverture de la rue Shouada.

Amnesty International a qualifié de « sans fondement » toutes les accusations portées contre Amro et al-Atrash. En juin, des dizaines de membres du Congrès des États-Unis ont envoyé des lettres de soutien à Amro au Département d'État américain.

Suite à cela, il s'est rendu à Washington, où il a rencontré le sénateur Bernie Sanders.

Amro a expliqué que ce type de soutien de la part de décideurs américains est rare. « La majorité des Palestiniens ne bénéficient pas de soutien » a-t-il expliqué.

« C'est un bon début (d'avoir) des responsables politiques et des organisations de défense des droits humains qui portent une parole contre l'occupation et ont le courage de parler des violations des droits humains, parce qu'Israël essaie de faire taire quiconque critique sa politique » a-t-il ajouté.

La prochaine audience d'Amro et d'al-Atrash est prévue le 26 décembre prochain.

<https://twitter.com/lssaamro/status/926881323033260032>

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

**date créée**  
2017/11/24